



## Berlin Eco

NUMERO 15

© DG Trésor

27 mai 2020

### ACTUALITE ECONOMIQUE

#### CONTEXTE EUROPEEN ET INTERNATIONAL

L'institut [IW Köln](#) estime que la proposition franco-allemande d'un fonds européen de relance vise à profiter de la crise du Covid-19 pour approfondir l'intégration budgétaire de l'UE sans remplir les conditions nécessaires ; l'incorporation du fonds dans le semestre européen, jugé peu efficace, ne serait pas suffisante pour justifier l'élargissement des compétences de la Commission européenne aux dépens des souverainetés budgétaires des Etats-membres. Si l'institut reconnaît le besoin de renforcer l'UE, il juge nécessaire de définir le *European Recovery Fund* comme un strict instrument de sortie de crise avec un plan de remboursement concret. La mise en place d'une capacité pérenne d'endettement propre à l'UE devrait absolument s'accompagner d'une réforme de l'architecture de l'union.

D'après des estimations de l'institut [ZEW](#), l'Allemagne serait contributrice nette à hauteur de 23 à 38 Md€ dans le cas d'une mise en place d'un *European Recovery Fund* de 500 Md€ (dont 26 Md€ d'aides nettes). Rapporté au PIB, ce serait la Pologne qui serait le plus grand contributeur net (10,4 Md€). La simulation admet une distribution des moyens en fonction des pertes de croissance et des hausses de chômage en 2020. Les Etats-membres sud-européens et la France seraient receivers nets ; l'institut qualifie de négligeable l'effet macroéconomique à long terme du fonds.

#### ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

L'institut [IW Köln](#) table sur une croissance du PIB allemand de -9,0 % en 2020 avec un taux de chômage de 6,5 % (5,0 % en 2019). Pour 2021, l'institut annonce une croissance de +8,0%. Le PIB n'atteindrait son niveau de pré-crise qu'à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2021. En raison des nombreuses incertitudes, la consommation et les investissements peineraient à se rétablir rapidement. Concernant la dette publique, un niveau de 80 % de PIB est admis pour 2020 et de 75 % pour 2021. L'IW Köln appelle le gouvernement fédéral à élaborer « une stratégie claire, en soutenant demande et offre de manière ciblée » : baisse temporaire de la TVA, impôt négatif sur les bénéfiques, reports fiscaux pour les entreprises, facilités d'amortissement pour soutenir des investissements plus écologiques, meilleures infrastructures numériques, simplifications bureaucratiques et larges programmes d'investissements publics.

Sur commande du ministère fédéral de l'Ecologie, l'institut de socio-économie de l'Université de Duisburg-Essen, en coopération avec le DIW, l'IMK et le forum économie de marché socio-écologique, a élaboré un [papier](#) sur « une politique conjoncturelle socio-écologique pendant et après la crise Corona ». Quatre axes liant étroitement politiques conjoncturelles et écologiques sont mis en avant : (i) mesures conjoncturelles « classiques » avec accents écologiques (supplément exceptionnel de 500 € dans l'allocation familiale, facilitations d'amortissement pour les entreprises afin d'encourager des investissements dans l'efficacité énergétique, fonds de soutien aux communes) ; (ii) accélération de la



mise en œuvre de programmes d'investissements de moyen-terme (en particulier dans les domaines des transports, de l'énergie, de l'industrie, avec un fort critère écologique) ; (iii) utilisation de leviers de prix pour soutenir les transitions vers une économie plus écologique (hausse graduelle du prix du CO2 pour atteindre 100 € par tonne en 2030, réforme de la taxe automobile, suppression des subventions aux activités polluantes). Pour les auteurs ces mesures permettraient également de réduire à moyen-terme la dette publique grâce à un effet positif sur le PIB nominal. L'ajout d'une « règle d'or » budgétaire pour autoriser le financement par crédit des investissements d'avenir est préconisé.

**L'indice du climat des affaires de l'ifo s'est légèrement rétabli, passant de 74,2 points en avril à 79,5 points en mai.** Les perspectives pour les prochains mois se sont améliorées dans tous les secteurs (manufacturier, commerce, services et construction). L'appréciation de la situation actuelle s'est en revanche davantage dégradée. **L'ifo a également publié les dernières valeurs de son indicateur concernant les attentes de l'industrie sur ses exportations : en mai, l'indice a gagné 23,3 points pour atteindre -26,9 points**, reflétant une amélioration des attentes dans tous les secteurs industriels. En avril, l'indice avait chuté au niveau le plus bas de son histoire.

**L'indice du climat à la consommation de l'institut GfK est chiffré à -18,9 points pour juin 2020, soit 4,2 de plus par rapport à mai.** Cette hausse reflète un timide redressement de la confiance des 2 000 consommateurs interrogés suite à la réouverture progressive des commerces : la propension à l'épargne baisse de 9,8 points et les attentes conjoncturelles atteignent -10,4 points (niveau bien en-deçà de la moyenne, malgré une hausse de 11 points par rapport à avril). Les attentes de revenus (+13,6 points par rapport à avril pour atteindre -5,7 points) et la propension à l'achat (+10,1 points pour atteindre 5,5 points) progressent, mais se situent respectivement 63 et 45 points en-dessous de leurs valeurs un an auparavant.

**Le baromètre conjoncturel de l'institut DIW perd 17 points en mai 2020 par rapport au mois précédent et s'établit à 20 points**, soit le niveau le plus bas jamais mesuré. Le PIB allemand pourrait chuter de plus de 10 % au deuxième trimestre dans la mesure où un rétablissement rapide des demandes intérieures et extérieures est jugé peu réaliste.

## POLITIQUES SOCIALES

**L'alliance pour l'apprentissage** et la formation continue qui regroupe des représentants des partenaires sociaux, des Länder et de plusieurs ministères au niveau fédéral a adopté l'introduction d'une aide de l'Etat dite « prime de reprise » qui sera versée à l'employeur reprenant l'apprenti d'une entreprise en faillite. Le montant de la prime de reprise sera défini dans le paquet conjoncturel.

Selon **Destatis**, le nombre de contribuables déclarant un **revenu** d'au moins un million d'euros s'élevait à 22 900 en 2016, en progression de 1 700 sur un an. Le revenu moyen déclaré atteignait 2,7 M€.

Le baromètre de **l'emploi** de l'institut **ifo** qui avait atteint son plus bas niveau historique en mars s'est redressé légèrement en avril (88,3 points après 86,3 un mois plus tôt).

## ACTUALITE FINANCIERE

### REGULATION FINANCIERE

Le **projet de loi** rendant obligatoire l'adhésion des **caisses de pension** (un des cinq types de retraite complémentaire d'entreprise) à l'organisme de garantie des retraites complémentaires d'entreprises (*PSVaG*) a été adopté par le Bundestag et est actuellement en discussion au Bundesrat (cf. BE n°4). Actuellement, 36 sur 135 caisses de pension font l'objet d'une surveillance particulière de la **BaFin**, dans le contexte de risque accru de faillite. Par ailleurs, le superviseur a autorisé plusieurs caisses de pension à



baisser le taux d'intérêt appliqué au capital des assurés, la dernière d'entre elles étant la caisse de la branche de la chimie (*PkdW*) qui compte 95 000 assurés. Le taux appliqué devra dès 2021 passer à 0,4 % pour l'ensemble des contrats, indépendamment du taux convenu au départ. Les contrats prévoient cette possibilité, l'alternative étant l'injection de capital par les entreprises qui cotisent à cette caisse.

Le membre du directoire de la Bundesbank, [Joachim Wuermeling](#), a jugé nécessaire de préciser que **l'allègement des règles prudentielles** décidé pour faire face à la crise du coronavirus n'étaient pas destinées à durer et rappelle que la transposition de Bâle III doit avoir lieu d'ici fin 2020.

### BANQUES ET ASSURANCES

**LBBW** a vendu à HSBC, pour un montant non dévoilé, sa participation de 18,7 % dans [HSBC Trinkaus & Burkhardt](#) détenue depuis 1991. Cette cession intervient à un moment où la pandémie du Covid 19 fait peser un risque majeur sur les entreprises, notamment de l'automobile et de la construction de machines, du Bade-Wurtemberg clientes de la Landesbank.

L'assemblée générale des actionnaires de **Deutsche Bank** a nommé l'ancien ministre SPD, Sigmar Gabriel, ainsi que le PDG de Deutsche Börse, Theodor Weimer, membres du conseil de surveillance. Ce dernier est pressenti pour succéder à l'actuel président du conseil de surveillance, Paul Achleitner, qui a déclaré, lors de l'assemblée générale, ne pas avoir l'intention de briguer un 3<sup>e</sup> mandat en 2022.

Après un résultat trimestriel avant impôts déficitaire (environ -130 M€ contre +548 M€ au premier trimestre 2019), le groupe **DZ Bank** estime que son résultat annuel avant impôts, qu'il évaluait entre 1,5 et 2 Md€ fin février, sera finalement inférieur à 1 Md€. La baisse des cours boursiers affecte particulièrement les placements de la branche assurance R+V et les provisions pour risques devraient fortement augmenter en raison de la pandémie.

**Commerzbank** a lancé un programme [d'émission de dette subordonnée AT1 à hauteur de 3 Md€](#). La banque se base sur l'autorisation obtenue, lors de l'assemblée générale de mai 2019, d'accroître l'AT1 d'ici mai 2024. Un premier emprunt d'AT1 d'un volume de 1 Md\$ a déjà été émis en juillet 2019.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Service Économique de Berlin  
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :  
Pariser Platz 5  
10117 Berlin  
Twitter: @FRTresor\_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Antoine Guilleman, Lucie Petit et Laurence Rambert  
Revu par : Catherine Rozan

Version du 27 mai 2020